



Les comptes de la Nation en 2018 Le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu

En 2018, l'activité décélère nettement en France : le produit intérieur brut (PIB) en euros constants s'accroît de 1,7 %, après + 2,3 % en 2017 et + 1,1 % en 2016. La consommation des ménages et les dépenses d'investissement ralentissent. Les exportations décèlent, mais plus modérément que les importations, si bien que la contribution des échanges extérieurs à la croissance se redresse. En valeur, le solde des échanges extérieurs s'améliore légèrement malgré la dégradation de la facture énergétique. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages augmente un peu moins vite qu'en 2017. Le taux d'épargne des ménages augmente pour atteindre 14,2 %, alors que le taux de marge des sociétés non financières diminue et s'établit à 31,2 %.

Lorraine Aeberhardt, Thomas Laurent, Jérémie Montornès (département des comptes nationaux, Insee)

En 2018, le produit intérieur brut (PIB) croît de 1,7 % en euros constants, soit un rythme inférieur à celui de 2017 (+ 2,3 %) mais supérieur à celui de 2016 (+ 1,1 % ; *figure 1*).

La production ralentit nettement (+ 2,0 % après + 2,9 %), de même que les consommations intermédiaires (+ 2,3 % après + 3,7 %). La production manufacturière en volume ralentit également (+ 0,5 % après + 2,2 %). Elle demeure ainsi inférieure de 5,2 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. En particulier, la production des raffineries fléchit sous l'effet conjugué de maintenances et d'un mouvement de grève (- 4,9 % après + 0,1 %). La production agroalimentaire diminue aussi (- 0,8 % après + 0,3 %). Après avoir accéléré, la production ralentit fortement dans la construction (+ 1,8 % après + 4,8 %) ainsi que dans l'agriculture (+ 1,1 % après + 3,8 %). Elle décélère dans la plupart des services principalement marchands (+ 3,1 % après + 3,5 %), tandis que la production de gaz et d'électricité croît au même rythme qu'en 2017 (+ 0,3 %).

La consommation contribue moins à la croissance en 2018 qu'en 2017 (+ 0,7 point après + 1,1 point). Il en est de

même pour l'investissement des entreprises (+ 0,5 point après + 0,6 point) et celui des ménages (+ 0,1 point après

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2018			Contribution à la croissance du PIB en volume
	2016	2017	2018	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	2,3	1,7	2 353,1	0,8	2,5	1,7
Importations	2,9	3,9	1,2	755,6	2,0	3,3	- 0,4
Total des emplois finals	1,5	2,7	1,6	3 108,7	1,1	2,7	2,1
Consommation effective des ménages	1,8	1,4	0,9	1 628,8	1,2	2,1	0,6
<i>dont : dépense de consommation</i>							
- des ménages	1,8	1,4	0,9	1 219,8	1,5	2,4	0,5
- individualisable des administrations	1,9	1,6	0,8	360,3	0,5	1,3	0,1
Consommation collective							
des administrations publiques	0,4	1,1	0,9	190,6	0,6	1,5	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	2,7	4,7	2,8	537,9	1,4	4,3	0,6
- entreprises non financières	2,9	4,7	3,8	303,5	1,1	5,0	0,5
- ménages	2,8	6,6	2,0	126,4	1,9	3,9	0,1
- administrations publiques	0,0	0,3	2,4	79,9	1,8	4,2	0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	- 0,4	0,2	- 0,3	14,0	///	///	- 0,3
Exportations	1,8	3,9	3,5	737,4	0,8	4,3	1,1

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

+ 0,3 point). À l'inverse, la contribution du commerce extérieur est en hausse (+ 0,7 point après - 0,1 point).

La consommation des ménages décélère

Les dépenses de consommation des ménages décélèrent nettement en volume en 2018 (+ 0,9 % en euros constants, après + 1,4 % en 2017). Les dépenses alimentaires diminuent (- 1,3 % après + 0,2 %), comme celles en énergie et carburants (- 0,9 % après - 0,8 %). Les achats de biens fabriqués marquent le pas (+ 0,8 % après + 2,6 %) : les dépenses en matériels de transport (principalement automobile) sont moins dynamiques (+ 2,2 % après + 5,6 %) tandis que celles en « autres biens manufacturés » se contractent (- 0,3 % après + 1,3 %), notamment en textile et habillement. Les dépenses en services décélèrent également (+ 1,9 % après + 2,3 %), notamment dans le commerce (+ 3,9 % après + 5,5 %) et l'hébergement et la restauration (+ 4,3 % après + 5,2 %), et surtout dans les services de transport (+ 0,8 % après + 3,0 %) en raison des grèves du printemps dans les transports ferroviaires.

En 2018, les dépenses des administrations publiques ralentissent (+ 0,8 % en euros constants, après + 1,5 %).

L'investissement est moins dynamique

La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques décélère nettement en 2018 (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017). L'investissement des ménages marque le pas (+ 2,0 % après + 6,6 %), du fait du moindre dynamisme des achats de logements neufs. En revanche, l'investissement public accélère (+ 2,4 % après + 0,3 %), porté par l'investissement en construction des collectivités locales. L'investissement des entreprises non financières (ENF) décélère (+ 3,8 % après + 4,7 %), pour les achats de biens manufacturés (+ 2,0 % après + 2,7 %) comme pour les dépenses en construction (+ 3,5 % après + 4,4 %) ; il reste vigoureux dans l'information et la communication (+ 7,8 % après + 10,4 %) ainsi que dans les services aux entreprises (+ 2,9 % après + 2,4 %).

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de stockage. En 2018, les entreprises ont déstocké par rapport à l'année précédente. Ainsi, les stocks contribuent négativement à la croissance du PIB, à hauteur de - 0,3 point, après + 0,2 point en 2017 (figure 2). Au total, en 2018, l'investissement des entreprises et le stockage contribuent à hauteur de + 0,2 point à la croissance du PIB, après + 0,8 point en 2017.

Les exportations augmentent un peu moins vite qu'en 2017

En 2018, les exportations en volume ralentissent (+ 3,5 % après + 3,9 %), mais de façon beaucoup moins marquée que les importations (+ 1,2 % après + 3,9 %). De ce fait, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance de l'activité, à hauteur de + 0,7 point de PIB. Les exportations ralentissent pour les produits manufacturés (+ 3,6 % après + 4,7 %), à l'exception des matériels de transport (+ 5,4 % après + 4,3 %). En revanche, elles rebondissent pour les produits agricoles (+ 2,6 % après - 4,1 %) et elles accélèrent nettement pour les services (+ 3,1 % après + 0,0 %). Les importations décélèrent fortement pour les biens d'équipement (+ 3,3 % après + 5,7 %) et les matériels de transport (+ 3,4 % après + 8,0 %). Elles baissent fortement en volume pour les produits énergétiques (- 4,0 % après + 4,0 %), mais augmentent en valeur en raison de la hausse des prix du pétrole. Enfin, les importations de services reculent nettement (- 2,1 % après + 1,2 %), tirées à la baisse par les services aux entreprises.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement

En 2018, le revenu disponible brut (RDB) des ménages progresse de 2,7 % en valeur, après + 2,2 % l'année précédente (figure 3). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale accélère plus nettement (+ 1,5 % contre + 0,8 % en 2017), du fait notamment de la hausse des prix des hydrocarbures et du tabac. Le pouvoir d'achat du revenu disponible ralentit ainsi de 0,2 point : + 1,2 %, après + 1,4 % en 2017. Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population et de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) augmente en moyenne de 0,7 %, après + 0,8 % en 2017.

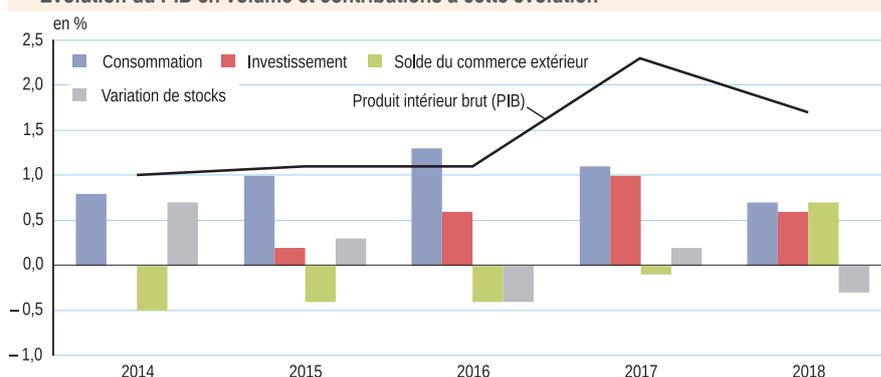
En 2018, l'accélération du revenu disponible brut (+ 2,7 % après + 2,2 %) est essentiellement imputable, d'une part, aux revenus nets d'activité (contribution de + 2,8 points, après + 1,8 point en 2017) en raison de la baisse des cotisations salariales et, d'autre part, aux revenus nets du patrimoine (contribution de + 0,8 point, après + 0,2 point en 2017). *A contrario*, la contribution négative des impôts courants sur le revenu et le patrimoine s'accroît (- 1,6 point après - 0,4 point en 2017), en particulier du fait de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG).

Les salaires nets reçus par les ménages augmentent en effet sensiblement plus vite qu'en 2017 (+ 4,7 % après + 3,0 %), en raison principalement de la baisse des cotisations salariales. Le salaire moyen net par tête accélère ainsi nettement (+ 3,7 % après + 1,9 % en 2017), alors que l'emploi salarié ralentit très légèrement (+ 1,0 % après + 1,1 %). En revanche, le revenu mixte net des entrepreneurs individuels progresse plus modérément qu'en 2017 (+ 1,4 % après + 1,6 %).

En 2018, les revenus financiers nets perçus par les ménages se redressent (+ 8,3 % après - 2,4 % en 2017), sous l'effet notamment de la forte hausse des dividendes reçus par les ménages, dans un contexte de fiscalité plus incitative avec la mise en place en 2018 du prélèvement forfaitaire unique. Par ailleurs, le taux moyen sur les crédits immobiliers souscrits par les ménages continue à baisser, ce qui améliore l'excédent brut d'exploitation dégagé par les ménages propriétaires d'un logement.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages accélèrent fortement (+ 9,6 % après + 2,4 %), portés par le dynamisme des revenus imposables perçus par les ménages et surtout par la bascule des cotisations salariales vers la CSG en progression de 22,8 milliards d'euros. En revanche, le remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune par l'impôt sur la fortune immobilière ainsi que la mise en place progressive du dégrèvement de taxe d'habitation ont joué à la baisse sur les

2 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

impôts courants, respectivement pour – 3,4 et – 3,0 milliards d'euros. Globalement, sur l'année 2018, la bascule entre cotisations sociales et CSG a un impact négatif sur le revenu des ménages, compte tenu du calendrier des réformes. Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progressent plus rapidement qu'en 2017 (+ 2,3 % après + 1,5 %). Ce dynamisme est principalement dû à celui des prestations vieillesse (+ 2,7 % après + 1,7 % en 2017) ainsi qu'aux revalorisations de la prime d'activité, de l'allocation adulte handicapé et du minimum vieillesse. Les prestations familiales sont stables et la progression des dépenses d'assurance maladie est contenue, l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) augmente de 2,3 % en 2018. Le RDB des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages disposent également de biens et services dont le coût est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité : éducation, santé, aides au logement versées aux locataires, notamment. En 2018, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, augmente, comme en 2017 (+ 2,4 % après + 2,3 %). Sa progression est toutefois légèrement inférieure à celle du RDB des ménages, car les transferts sociaux en nature ne s'accroissent que de 1,3 %, notamment en raison de la baisse de l'aide personnalisée au logement (APL). En ralentissement marqué (+ 0,9 % après + 1,4 % en 2017), la dépense de consommation des ménages en volume croît moins rapidement que le pouvoir d'achat du RDB, de sorte que le taux d'épargne des ménages progresse de 0,3 point pour s'établir à 14,2 %. Le taux d'épargne financière des ménages augmente de seulement 0,2 point, du fait de la progression de leurs dépenses d'investissement (+ 3,8 % en 2018 après + 8,2 % en 2017) ; il s'établit à 4,0 %.

Le taux de marge des sociétés non financières décroît

En 2018, la rémunération des salariés des sociétés non financières accélère (+ 3,8 % après + 3,5 %) et croît plus rapidement que la valeur ajoutée (+ 3,0 % après + 3,3 %). Les impôts sur la production nets des subventions s'accroissent également. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation ralentit nettement (+ 1,3 % après + 3,2 % en 2017) et le taux de marge diminue de 0,5 point pour s'établir à 31,2 %.

Les sociétés non financières pâtissent en outre d'une évolution défavorable du solde des revenus financiers. Les dividendes nets versés augmentent en 2018 (+ 8,5 milliards d'euros), du fait d'une hausse importante des dividendes versés, dans un contexte fiscal plus favorable avec la mise en place du prélèvement forfaitaire unique. En revanche, la

3 Éléments du tableau économique d'ensemble

	à prix courants, en milliards d'euros (Md€), en %			
	Évolution en % (sauf italiques)			Niveau 2018 (en Md€)
	2016	2017	2018	
Produit intérieur brut, dont :	1,6	2,7	2,5	2 353,1
Valeur ajoutée au prix de base	1,5	2,4	2,3	2 090,9
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ⁽¹⁾	2,8	5,8	4,4	262,2
Revenu national brut	1,6	3,0	2,4	2 405,9
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	1,6	3,2	2,2	2 357,6
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	1,5	2,3	2,7	1 439,6
Sociétés non financières	1,9	3,3	3,0	1 216,7
Entreprises individuelles	- 0,5	0,7	- 0,2	131,4
Sociétés financières	- 1,1	- 7,2	3,2	91,5
Valeur ajoutée des administrations publiques	0,9	2,4	1,4	380,4
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	2,3	3,3	3,5	881,4
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	0,0	0,8	1,4	520,8
Rémunération des salariés des administrations	1,0	2,4	1,2	294,2
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	1,0	3,2	1,3	379,3
Revenus de la propriété nets versés	- 9,5	- 27,4	25,2	38,2
Épargne brute	3,5	5,8	0,3	274,4
Formation brute de capital fixe (FBCF)	3,6	5,3	5,1	293,6
Variation des stocks	- 8,8	2,3	- 5,4	13,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (en Md€)	7,2	6,3	- 11,9	- 9,3
Taux de marge ⁽²⁾ (en % de valeur ajoutée)	- 0,3	0,0	- 0,5	31,2
Taux d'autofinancement ⁽³⁾ (en % de FBCF)	- 0,1	0,5	- 4,4	93,4
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	- 9,3	- 27,4	9,8	26,1
Formation brute de capital fixe	8,5	12,9	- 2,3	23,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (en Md€)	- 7,2	- 13,7	4,0	- 0,1
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁽⁴⁾	2,3	2,5	2,3	194,9
Revenu mixte net des EI	0,2	1,6	1,4	88,9
Salaires nets reçus	2,1	3,0	4,7	800,2
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁽⁵⁾	1,8	1,5	2,3	504,9
Revenus de la propriété nets reçus	- 3,8	- 2,4	8,3	82,0
Impôts courants	0,9	2,4	9,6	248,3
Revenu disponible brut (RDB)	1,8	2,2	2,7	1 421,2
Dépense de consommation finale	2,0	2,2	2,4	1 219,8
Revenu disponible brut ajusté	1,8	2,3	2,4	1 830,3
Consommation effective des ménages	1,9	2,3	2,1	1 628,8
Épargne brute	0,4	2,0	5,0	201,5
Formation brute de capital fixe	3,0	8,2	3,8	136,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (en Md€)	- 3,1	- 7,9	4,4	57,0
Taux d'épargne ⁽⁶⁾ (en % de RDB)	- 0,2	0,0	0,3	14,2
Taux d'épargne financière ⁽⁷⁾ (en % de RDB)	- 0,3	- 0,7	0,2	4,0
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	- 0,2	5,9	4,3	517,4
Importations de biens (FAB)	0,0	8,0	4,3	556,3
Exportations de services – importations de services (en Md€)	- 0,2	1,4	8,1	20,7
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	- 1,5	11,5	- 5,7	6,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation (en Md€)	- 2,5	0,7	0,4	- 12,2

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y compris les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA)

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Encadré 1**Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat**

La publication du compte provisoire de l'année 2018 s'accompagne de la publication des comptes définitif (2016) et semi-définitif (2017), qui actualisent les estimations précédentes (mai 2018). Le taux de croissance du PIB en volume est révisé en légère baisse en 2016 (+ 1,1 % en compte définitif 2016 contre + 1,2 % en compte semi-définitif) et en légère hausse en 2017 (+ 2,3 % en compte semi-définitif 2017 contre + 2,2 % en compte provisoire).

Pour l'année 2018, la croissance du PIB, corrigée de l'effet des jours ouvrables (CJO), avait été estimée à + 1,6 % lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2019 (comptes trimestriels). L'évolution du PIB est maintenant évaluée à + 1,7 % en volume pour 2018 (CJO comme en données brutes, l'effet des jours ouvrés sur la croissance étant nul en 2018), soit une révision de + 0,1 point. Alors que la croissance de la consommation des ménages est légèrement rehaussée et que les variations de stocks et le commerce extérieur contribuent davantage à la croissance du PIB, les contributions de la consommation des administrations publiques et de l'investissement sont revues en légère baisse. Le déflateur du PIB est révisé de - 0,1 point (+ 0,8 % au compte provisoire contre + 0,9 % à la première estimation du 1^{er} trimestre, CJO), de sorte que la croissance du PIB en valeur est confirmée à + 2,5 % (CJO comme en données brutes).

Dans le compte provisoire 2018, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages n'est quasiment pas révisée par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le 1^{er} trimestre 2019. Entre 2017 et 2018, la dynamique du taux d'épargne est révisée en hausse : il augmente de 0,3 point sur l'année (contre 0,2 point lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2019). Enfin, l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est revue à la hausse en 2018, de 0,2 point, du fait d'une révision en baisse de 0,2 point du déflateur de leur dépense de consommation.

(- 1,1 %). Ce retournement est le fait des établissements bancaires comme des sociétés d'assurance.

La valeur ajoutée des banques rebondit en 2018 (+ 3,5 % après - 9,7 % en 2017), en raison de la hausse des services facturés, alors que les marges d'intermédiation sur les crédits et sur les dépôts décroissent légèrement, pénalisées par la baisse des taux.

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance se redresse également (+ 3,2 %), après un fort repli (- 13,2 % en 2017) ; celui-ci était notamment lié à un effet de périmètre, avec l'intégration dans les comptes de l'État de l'activité d'assurance à l'exportation de la Coface. En 2018, la production d'assurance est stable, du fait de primes dynamiques et malgré le ralentissement du rendement des placements réalisés par les assureurs sur les marchés.

Le besoin de financement de la Nation se réduit

La dégradation de 2,0 milliards d'euros du solde des échanges de biens en valeur, imputable notamment au solde énergétique, est plus que compensée par l'amélioration de 8,1 milliards d'euros du solde des services. L'amélioration de ce solde résulte à la fois de la nette baisse des importations et de la progression des exportations de services aux entreprises. Ainsi, le déficit des échanges de biens et de services se réduit de 6,1 milliards d'euros. En revanche, le solde des opérations de répartition se dégrade : d'une part, la contribution de la France au budget européen se redresse en contrecoup de faibles versements en 2017, d'autre part, des banques françaises ont payé des sanctions aux autorités américaines au terme d'une série d'accords sur plusieurs litiges. Au total, le besoin de financement de la Nation est quasiment stable par rapport à 2017 et s'établit à 0,5 % du PIB. ■

Encadré 2**Au-delà du PIB, le revenu national disponible**

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité produite dans un pays sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus pour des activités réalisées à l'étranger. C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB) plutôt que sur le produit intérieur. Cette démarche peut s'étendre au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2018, le PIB croît de 2,5 % en valeur. La progression du RNB est proche (+ 2,4 %) en raison de la quasi-stabilité du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés au reste du monde). En revanche, le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur se détériore et pèse sur le RNDB, qui progresse moins rapidement (+ 2,2 %) que le RNB.

charge nette d'intérêts continue de s'alléger grâce à des taux d'intérêt continuellement bas et l'impôt sur les sociétés décroît, du fait de la baisse du taux de taxation et du contrecoup de la contribution exceptionnelle de 2017. Au total, l'épargne brute des sociétés non financières est quasiment stable en 2018 (+ 0,3 % après + 5,8 % en 2017) sous les effets conjugués de la croissance limitée de l'excédent brut d'exploitation et de la dégradation du solde des revenus financiers, seulement partiellement compensée par la baisse des impôts versés.

L'investissement des sociétés non financières progresse à un rythme proche de celui de 2017 (+ 5,1 % après + 5,3 %). Le taux d'autofinancement diminue ainsi nettement (- 4,4 points) pour s'établir à 93,4 %.

L'activité des sociétés financières se redresse en 2018

La valeur ajoutée des sociétés financières se redresse en 2018 (+ 3,2 %), après une baisse en 2017 (- 7,2 %) et en 2016

Pour en savoir plus

- Barry V. *et al.*, « Les comptes des administrations publiques en 2018 », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr

Direction Générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
A. Goin
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin, P. Glénat
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu
Maquette : B. Rols
Impression : Jouve
Code Sage : IP191754
ISSN 0997 - 3192 (papier)
ISSN 0997 - 6252 (web)
© Insee 2019

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

